

**Proposition de résolution générale sur la situation politique et sociale**  
*soumise à la discussion et au vote des comités et du congrès de fondation du NPA*  
*en alternative à la proposition du CAN*

**La crise confirme la nécessité du combat contre le capitalisme lui-même**

À l'heure où nous fondons le NPA, la crise alimentaire, la crise financière et le début de la crise économique généralisée montrent plus que jamais que le système capitaliste conduit l'humanité au désastre. Cela fait éclater au grand jour l'arnaque idéologique, martelée depuis trente ans, selon laquelle le capitalisme serait le meilleur système possible, apportant progressivement au monde la liberté, le développement et la paix. La crise du capitalisme vérifie plus que jamais la validité de la critique marxiste du capitalisme, la nécessité d'une théorie et d'une stratégie anticapitalistes cohérentes et conséquentes, donc communistes et révolutionnaires.

Elle ne fait que confirmer et amplifier les ravages qu'engendre inéluctablement ce système : destruction massive de vies humaines et de populations entières par les guerres, les épidémies, les famines, la misère ; pauvreté massive, insatisfaction des besoins élémentaires pour des milliards d'êtres humains ; chômage, sous-emploi, insécurité des conditions matérielles d'existence ; gaspillages monstrueux ; insuffisance et liquidation des systèmes de santé publique, d'instruction et de formation publiques ; logements indécents ; pollutions insupportables et dilapidation irrationnelle des ressources naturelles, menaçant l'existence de la planète elle-même ; oppressions politiques, militaires, policières et culturelles partout dans le monde...

La crise actuelle prend place dans une période historique plus large caractérisée par de profondes restructurations des rapports de production capitalistes. Pour contrer la baisse du taux de profit qui avait marqué les « Trente Glorieuses », les capitalistes ont été contraints de s'attaquer aux acquis des travailleurs : fermetures d'unités de production, développement de la sous-traitance, nouvelles méthodes managériales, avec leurs effets sur les effectifs, la composition et les conditions de travail du prolétariat : licenciements, blocage des salaires, privatisations, flexibilité et précarité généralisées... En outre, les puissances impérialistes ont imposé la libéralisation du commerce mondial, déréglementé le système financier international, aggravé la domination néo-coloniale des pays dépendants et rétabli, avec la complicité des bureaucraties staliniennes, la propriété privée en ex-URSS, en Chine et dans les autres soi-disant « socialistes ».

Tout cela a certes permis de rétablir partiellement le taux de profit, mais non à relancer l'investissement : les profits ainsi dégagés n'ont été que partiellement réinvestis, servant surtout à la consommation luxueuse de la bourgeoisie (augmentation sans précédent des grandes fortunes) et à la spéculation. *La crise actuelle ne s'explique donc pas fondamentalement par la sous-consommation des masses (leurs achats ont été au contraire dopés par le crédit bon marché, notamment aux États-Unis), mais est avant tout une crise de suraccumulation du capital.* Elle ne s'explique pas par des causes conjoncturelles, mais par la logique même du système capitaliste, qui a pu se déployer dans toute son ampleur, et avec toutes ses contradictions, au cours des dernières années.

C'est pourquoi le NPA, contrairement à tous ceux qui jugent que le capitalisme pourrait être réformé, ne dénonce pas seulement le capitalisme financier et ne propose pas une relance « keynésienne » du capitalisme ou un quelconque plan réformiste pour sortir de la crise. Du point de vue du capitalisme, une relance de la consommation ne ferait qu'aggraver la crise, en plombant le taux de profit et donc en décuplant la crise de l'investissement. Pour le NPA, il n'y a rien à réformer dans ce système pourri, il faut le détruire. C'est donc cela qu'il dit clairement aux travailleurs, à l'encontre de tous ceux qui leur font croire que telle ou telle politique dans le cadre de ce système pourrait satisfaire leurs revendications et aspirations, changer réellement leur situation.

## **L'anticapitalisme cohérent et conséquent implique la mise en avant permanente de la perspective du socialisme et l'axe stratégique du gouvernement des travailleurs**

Le NPA oppose au système actuel une alternative globale à la fois réaliste et porteuse d'espoir, en mettant clairement en avant la perspective du socialisme, fondé sur la propriété collective des moyens de production et le pouvoir par les travailleurs auto-organisés (démocratie ouvrière des conseils). Il se donne l'objectif final d'une société sans classes et sans États, communiste, seule capable d'assurer l'égalité, la liberté et l'épanouissement de tous les individus ; une société d'où seront extirpées les racines de toutes les oppressions ; une société où le racisme aura disparu ; une société où sera respectée l'égalité réelle des hommes et des femmes et où seront supprimées les discriminations subies par les femmes, ainsi que toutes les oppressions contre les genres et les sexualités ; une société où chacun aura accès librement au savoir, à la culture et à l'art ; une société délivrée de la course au profit destructrice des hommes et de l'environnement.

Or cette perspective réellement anticapitaliste, fondatrice du NPA, n'est pas mise en avant les seuls jours de fête, comme dans tant d'organisations du mouvement ouvrier traditionnel, mais nourrit quotidiennement les interventions du NPA. C'est ainsi que doit être avancée très clairement, dans les discours et la presse du parti, la nécessité de l'expropriation des capitalistes et la collectivisation des moyens de production. Il faut expliquer patiemment, inlassablement, concrètement pourquoi la satisfaction véritable des revendications et aspirations des travailleurs est contradictoire avec le système capitaliste. Ce n'est donc pas de quelques mesures de redistribution et de deux ou trois nationalisations que les travailleurs ont besoin, mais d'un authentique socialisme, c'est-à-dire d'un processus révolutionnaire par lequel ils exproprient sans indemnité ni rachat les capitalistes et exercent eux-mêmes directement le pouvoir. C'est pourquoi le NPA, articulant dans toutes les luttes les revendications du combat immédiat et la nécessité de la prise de pouvoir pour en finir avec ce système d'oppression et d'exploitation défend ouvertement et constamment l'axe stratégique d'un gouvernement des travailleurs, par et pour les travailleurs.

### **Les États, leurs gouvernements et leurs partis de droite comme de gauche, volent au secours des capitalistes et veulent faire payer leur crise aux travailleurs et aux peuples**

Face à la crise, les États bourgeois montrent qu'ils ont prêts à utiliser tous les moyens pour sauver le système bancaire et les grandes entreprises, balayant leurs propres « critères de convergence », notamment en creusant vertigineusement les déficits publics, tout en affirmant qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics, l'enseignement, la santé, les retraites... Au moment même où les États font des cadeaux faramineux aux capitalistes, ils entendent faire payer la crise aux travailleurs en intensifiant les contre-réformes.

Le sauvetage organisé du système capitaliste est actuellement mis en œuvre par tous les gouvernements, de droite comme « de gauche », de Bush et Sarkozy à Brown et Zapatero, avec dans tous les cas le soutien des soi-disant opposants parlementaires et, le plus souvent, des directions syndicales réformistes.

En France, le PS soutient le plan de Sarkozy, tout comme un Dominique Strauss-Kahn l'applique à la tête du FMI. Cela n'est pas étonnant : le PS a mené des années durant une politique systématique pour les intérêts du patronat et contre les acquis sociaux ; c'est là le produit inévitable de la soumission au capitalisme qui définit le réformisme. Cela a conduit le PS à devenir un parti purement bourgeois, analogue au Parti démocrate des États-Unis, sa récente « Déclaration de principes » confirmant l'abandon de toutes les références formelles à la lutte de classe et au véritable socialisme.

Le parti des Verts a quant à lui toujours été un parti pro-capitaliste.

De son côté, le PCF a participé à plusieurs gouvernements du PS, contribuant directement à la mise en œuvre de leur politique réactionnaire, quand il ne se contentait pas de la soutenir au Parlement. Aujourd'hui, l'ex-parti stalinien, historiquement moribond même s'il compte encore quelques dizaine de milliers d'adhérents, ne conteste le capitalisme que les jours de fête et dénonce surtout le « libéralisme », prônant une politique néo-keynésienne, typiquement réformiste. Dans la

pratique, il se subordonne généralement au PS et ses militants continuent de jouer un rôle important dans la politique de collaboration de classe des dirigeants de la CGT et de la FSU. Le PCF est un parti réformiste qui garde des liens organiques avec le mouvement ouvrier aujourd'hui en crise : c'est un parti ouvrier-bourgeois en sa phase finale de décomposition historique.

Pleinement engagé dans la lutte de classe, le NPA ne se veut pas « à gauche » ou « à gauche de la gauche » : il s'oppose aux partis bourgeois de droite comme « de gauche » et rejette ces catégories sans contenu de classe, issues du parlementarisme bourgeois. Il entend aider les travailleurs et les jeunes à rompre les illusions envers « la gauche », car c'est une condition pour qu'ils franchissent le pas de l'engagement anti-capitaliste cohérent. Aucun accord tactique n'est acceptable avec le PS, parti bourgeois. Avec le PCF, parti ouvrier-bourgeois, des accords de front unique ouvrier ponctuels sont possibles pour les luttes, à condition que leur contenu permette de mobiliser les travailleurs pour leurs revendications immédiates sur une base d'indépendance de classe et que la liberté de critique du NPA soit intégralement préservée pour toute la durée de l'accord.

Quant aux directions syndicales réformistes, liées généralement au PS ou au PCF, elles relaient aujourd'hui auprès des travailleurs la propagande capitaliste selon laquelle, s'ils n'acceptent pas des sacrifices, cela ne fera qu'empirer la crise et donc leur situation. Elles proposent de prétendus plans de « relance » réformistes qui ne font que soumettre les travailleurs au cadre du capitalisme. Depuis des années, elles « négocient » des contre-réformes et des plans sociaux, sous prétexte de limiter les dégâts, en fait en accompagnant « socialement » les décisions patronales et gouvernementales, en désarmant les travailleurs. Et, quand il y a des luttes malgré elles, ou à l'initiative de secteurs combatifs à l'intérieur même des syndicats, les principales directions font tout pour empêcher la grève, l'extension de la lutte et la convergence avec les autres secteurs, en décidant notamment des « journées d'action » dispersées et sans lendemain, en atomisant les luttes, en refusant de se battre pour les grèves reconductibles et, à plus forte raison, pour l'objectif de la grève générale.

Au moment où les travailleurs commencent déjà à faire les frais de la crise (chômage technique, licenciements, dégradation accélérée du pouvoir d'achat), la délimitation claire par rapport au PS, mais aussi au PCF et aux directions syndicales collaboratrices est donc plus que jamais indispensable. C'est en effet parce qu'ils ont renoncé à l'anticapitalisme cohérent et conséquent, à la perspective du socialisme comme seule alternative réaliste au capitalisme, que tous les réformistes se rallient aux plans de sauvetage du capitalisme, au lieu d'impulser la lutte de classe.

### **Les travailleurs n'ont pas à payer la crise du capitalisme : sur la base de la clarté politique, il faut un plan de lutte immédiat pour la résistance de classe**

Le NPA dénonce inlassablement les plans de sauvetage capitaliste, qu'ils soient de droite ou de gauche, libéraux ou néo-keynésiens. En particulier, il montre que les divers plans réformistes sont des arnaques, car ils font croire qu'on pourrait changer les banques et les grandes entreprises assoiffées de profits en gentils établissements soucieux du bien-être commun. Il soutient qu'il n'y a qu'un seul plan alternatif à l'actuelle politique de sauvetage des banques : leur expropriation et leur transformation en une banque unique sous contrôle des travailleurs. Une telle banque annulerait la pyramide des dettes (tout en garantissant la petite épargne des travailleurs) et permettrait de relancer la machine productive sur de nouvelles bases. Mais pour que cette banque ne serve pas à son tour à renflouer les capitalistes industriels, cette première mesure en impliquera immédiatement une seconde : l'expropriation des grandes entreprises, en commençant par celles du CAC 40, sous contrôle des travailleurs. C'est seulement ainsi que les banques cesseront leur spéculations parasites et pourront servir à financer un plan d'investissements répondant aux besoins des masses. Un tel plan serait élaboré démocratiquement par les travailleurs organisés dans leurs conseils. De telles mesures supposeraient une mobilisation en masse des travailleurs, une lutte révolutionnaire leur permettant de conquérir et d'exercer le pouvoir politique...

La dénonciation des arnaques réformistes et la défense de la perspective socialiste ne signifient nullement qu'il faille attendre la révolution pour combattre. Tout au contraire, le NPA

entend être à l'avant-garde de la résistance de classe en mettant un plan de lutte immédiat efficace, avec des revendications précises et des méthodes de lutte éprouvées, assurant l'indépendance de classe. C'est seulement sur la base d'un tel plan qu'il sera possible d'imposer l'unité de la classe ouvrière, incluant dès que possible, en toute clarté, des accords de front unique entre organisations du mouvement ouvrier.

### **Pour une plate-forme revendicative capable d'unifier les travailleurs et leurs luttes**

Les revendications de la résistance sociale sont mises en avant par les travailleurs eux-mêmes, mais doivent être défendues comme un tout cohérent pour permettre la mobilisation unie des différents secteurs aujourd'hui dispersés et entraîner les autres :

- **Aucun licenciement !** Les travailleurs ne doivent pas se retrouver à la rue à l'heure où les capitalistes trouvent des milliards pour se sauver eux-mêmes ! Pour lutter efficacement, il est utopique de demander l'interdiction par la loi des licenciements, mais il faut empêcher les licenciements en utilisant toutes les armes de la lutte de classe, des manifestations et de la grève, soutenue par un fonds national de grève, jusqu'à l'occupation des entreprises et la relance de la production sous le contrôle des travailleurs ! Les travailleurs de l'automobile sont non seulement les premières victimes de la crise dans l'industrie, mais aussi les premiers à s'être mobilisés contre leur mise au chômage : il faut un plan d'action pour les faire converger vers une mobilisation unie et déterminée, en commençant par une manifestation nationale à Paris !
- **Répartition des heures de travail disponibles entre tous les travailleurs avec maintien du salaire !** Contre le licenciement des intérimaires et la mise au « chômage technique », il faut faire valoir que le patron a généralement fait assez de bénéfices les années passées pour garantir l'emploi de tous en diminuant le temps de travail. Imposons l'ouverture des livres de compte prouvant que les patrons s'engraissent sur notre dos ! Contre le gouvernement, il faut se battre pour une nouvelle diminution du temps de travail, sans perte de salaire et sans flexibilité.
- **Hausse des salaires et retraites de 300 € ! Pas de salaire inférieur à 1600 € nets !** Les capitalistes ont réalisé des profits gigantesques ces dernières années, et l'État a assez d'argent pour sauver les banques : rien ne peut justifier le blocage des salaires et l'appauvrissement massif des travailleurs !
- **Aucune suppression de postes dans la fonction publique !** Abrogation de la RGPP et de la mobilité forcée ! Les services publics à la population doivent être défendus et leur qualité améliorée ! Ce n'est pas de militaires, de policiers, de prisons et de sénateurs que nous avons besoin, mais d'enseignants, d'infirmiers, d'agents administratifs, etc. !
- **À bas la privatisation de La Poste, comme des autres services publics !** Ce n'est une pétition pour un référendum qui permettra de gagner, contrairement à ce que font croire le PS, les réformistes et les directions syndicales collaboratrices, mais uniquement la grève nationale jusqu'au retrait du projet : les postiers ont montré, par le succès de leur grève du 23 septembre, qu'ils y sont prêts, il faut les aider à s'auto-organiser et à imposer aux directions syndicales cette grève nationale dans l'unité !
- **Contre la privatisation de la Sécurité sociale, les franchises médicales et les déremboursements !** Pour combler le « trou de la Sécu » et améliorer la prise en charge, exigeons le remboursement des milliards d'exonérations de cotisations patronales et l'interdiction de la précarité ! Contre la privatisation et l'asphyxie budgétaire des hôpitaux !
- **Pour la défense de l'âge de la retraite à 60 ans (55 ans pour les travaux pénibles), sa diminution à 55 ans (50 pour les travaux pénibles), le retour aux 37,5 annuités pour tous et la retraite à taux plein à 60 ans, la défense des régimes spéciaux de retraites !**
- **Aucune expulsion des travailleurs et des pauvres de leur logement !** Réquisition immédiate des logements vides ! Annulation des dettes de loyer ! Construction massive de logements sociaux, répression des maires qui ne respectent pas la règle des 20% pour complaire à leurs électeurs bourgeois !

- **Régularisation de tous les sans-papiers, déclarés ou non, en CDI ou en CDD, et de leurs familles ! Arrêt de la chasse aux migrants, fermeture des centres de rétention, abrogation de toutes les lois anti-immigrés !** Travailleurs français et étrangers, nous sommes une seule et même classe ouvrière : seuls les capitalistes, leurs politiciens et leurs idéologues ont intérêt à nous diviser, car ils veulent mieux régner !
- **Pour l'amnistie de tous les réprimés des mouvements sociaux (grèves, manifestations, révoltes des quartiers populaires...) et la libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers politiques (Jean-Marc Rouillon, Georges Ibrahim Abdallah, militants autonomes de Tarnac...).** Aucune union sacrée avec l'État, les politiciens et les grands médias qui roulent pour la bourgeoisie ! Tous ceux qui se battent contre le système, sa police, sa « justice » sont du bon côté de la barricade, au-delà des éventuels désaccords sur la situation, la stratégie et/ou la tactique ! Une attaque contre un est une attaque contre tous !
- **Défense des libertés démocratiques et des acquis de la laïcité !** Abrogation des lois liberticides et sécuritaires ! Destruction des fichiers policiers contre les militants ! Contre toutes les discriminations, le racisme, le sexisme et l'homophobie, pour l'égalité des hommes et des femmes, des couples mariés et non mariés, hétérosexuels et homosexuels ! Défense de l'autonomie pédagogique des enseignants, de l'indépendance des chercheurs, de tous les acquis de l'enseignement et de la recherche publics !
- **Protection de l'environnement : défense et extension de la réglementation existante concernant les entreprises polluantes ou potentiellement dangereuses !** Pour que les moyens effectifs de son application soient donnés (notamment la formation et le recrutement d'inspecteurs, protégés par un statut contre les pressions du patronat, et responsables devant la population) ; pour la renationalisation sans indemnités ni rachat, sous contrôle des travailleurs, des entreprises d'énergie privatisées ; pour un programme de remplacement progressif des énergies actuelles par des énergies moins polluantes ; pour que les groupes capitalistes qui polluent paient pour la réparation des dommages qu'ils ont causés.

### **Pour l'auto-organisation des travailleurs et le front unique de leurs organisations**

Seule une lutte de classe puissante et déterminée, interprofessionnelle et à l'échelle nationale, permettra d'avancer dans la satisfaction de ces revendications. Cela suppose la mise en œuvre des principes et méthodes à la fois démocratiques et efficaces, tels que nous les héritons de l'histoire du mouvement ouvrier depuis ses débuts, de ses expériences victorieuses comme de ses défaites.

Pour gagner sur les revendications et, au-delà, pour permettre aux travailleurs de faire l'expérience de leurs propres forces, des méthodes de lutte et d'organisation nécessaires pour briser à la racine le système capitaliste, le NPA soutient et préconise en toutes circonstances l'auto-organisation des travailleurs en lutte : parce que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », toute lutte des travailleurs doit être contrôlée par eux d'un bout à l'autre. Cela implique notamment de déjouer les manœuvres des bureaucrates de tout poil, de réunir dès que possible des Assemblées générales, des comités d'action ou de grève, leur fédération aux niveaux local, régional et national, avec des délégués élus, mandatés et révocables. À cette auto-organisation participent naturellement les militants syndicaux et les syndicats qui soutiennent la lutte.

En ce qui concerne les moyens d'action, l'expérience des journées d'action dispersées et sans lendemain, cloisonnées secteur par secteur, a montré ces dernières années qu'elles conduisent chaque fois les travailleurs à la défaite. Cette tactique est choisie par les directions syndicales pour appuyer leur politique de collaboration de classe ou pour faire semblant de répondre à la pression des travailleurs, tout en les envoyant en fait dans le mur. Le NPA lui oppose l'arme de la grève comme la plus efficace. Les manifestations sont utiles aussi, mais à condition de servir de points d'appui à une mobilisation pour la grève, ou pour gagner le soutien de la population à celle-ci. En cas de mouvement national dans un secteur, le combat pour une manifestation nationale permet de centraliser politiquement la lutte, à condition là encore d'être connectée à l'objectif de la grève nationale, sans s'y substituer. Une grève n'est vraiment efficace que si elle est déterminée : c'est

pourquoi la reconduction de la grève, quand les conditions en sont réunies, est un objectif central, de même que les piquets de grève visant à bloquer l'entreprise ou l'établissement.

Le combat pour l'unification des luttes est constant : les luttes isolées s'affaiblissent rapidement, et c'est pour cela que les directions syndicales refusent et redoutent toute tentative d'unification. Au contraire, le NPA combat constamment pour la convergence des luttes, en mettant en avant l'objectif de la grève interprofessionnelle, vers la grève générale, seule capable d'imposer un recul significatif du patronat et du gouvernement, voire de faire tomber le gouvernement en cas de crise politique. C'est avec de telles victoires partielles que les travailleurs se convaincront qu'il est possible et nécessaire de changer le rapport de forces avec la bourgeoisie, de sortir de la période des reculs et des défaites et de passer à l'offensive de classe avec l'objectif de leur propre gouvernement et de la révolution.

Les syndicats n'appartiennent pas aux bureaucrates qui les dirigent : ce sont le patrimoine et l'outil de défense élémentaire de la classe ouvrière. C'est pourquoi ils jouent un rôle indispensable dans les luttes et des centaines de milliers de travailleurs suivent les appels des dirigeants syndicaux en leur faisant encore plus ou moins confiance. Cela justifie que, dans les luttes, le NPA et ses militants aident les syndiqués et les autres à interpellier les directions syndicales, à faire pression sur elles pour qu'elles soutiennent la lutte, y participent et fassent converger les luttes. Il ne s'agit pas de semer des illusions à l'égard des directions syndicales, puisque la politique de celles-ci est en même temps constamment dénoncée sur la base des faits ; mais il s'agit de faire vivre les syndicats, de leur faire remplir leur rôle malgré la politique de leurs dirigeants, car aucune lutte d'une certaine ampleur ne peut gagner aujourd'hui sans l'implication des syndicats.

### **Pour un courant lutte de classe unifié dans les syndicats**

Le NPA incite tous ses militants salariés, actifs et retraités, à s'investir activement dans les syndicats du mouvement ouvrier, en privilégiant ceux qui sont les plus importants, c'est-à-dire avant tout la CGT, la FSU dans l'enseignement, parfois Solidaires ou FO. Sans attendre les luttes, ils incitent les travailleurs à se syndiquer pour se défendre, apprendre les méthodes de la lutte de classe, développer leur conscience de classe. Ils veillent au fonctionnement démocratique des syndicats (notamment par la réunion régulière des adhérents, l'élection et le contrôle des responsables, permanents et déchargés à tous les niveaux). Ils prennent eux-mêmes des responsabilités non par des accords secrets avec les bureaucrates, mais uniquement s'ils peuvent être élus par les syndiqués sur la base de leurs positions de classe ouvertement défendues.

Les syndicalistes membres du NPA se regroupent et œuvrent au regroupement avec les autres militants syndicaux lutte de classe dans un courant lutte de classe unifié dans les syndicats, délimité par la défense et la promotion des principes du syndicalisme de classe et de masse. En effet, face aux bureaucraties syndicales organisées et organiquement liées au capitalisme, voire à l'État, il s'agit de mener un combat déterminé contre l'idéologie et la pratique de collaboration de classe, de montrer aux syndiqués et aux autres travailleurs que celles-ci ne défendent pas leurs intérêts comme elles le prétendent, mais se livrent à une collaboration de classe permanente avec le patronat et le gouvernement et trahissent leurs luttes. De ce point de vue, le NPA se réjouit des pas en avant récents pour le regroupement des militants syndicaux lutte de classe, des Forums syndicaux pour un syndicalisme de classe et de masse jusqu'à la constitution, à l'issue du meeting du 29 novembre qui a rassemblé 250 militants, d'un Comité national de militants oppositionnels de la CGT. Il faut maintenant construire ce regroupement, avancer vers la fusion avec les autres regroupements existants (collectif des signataires des la « Lettre ouverte aux états-majors syndicaux », CILCA, Continuer la CGT, Où va la CGT...), aller vers un courant intersyndical et en faire une véritable force agissante contre la collaboration de classe dans les syndicats, avec des réunions régulières, des meetings massifs partout en France, un journal, des communiqués et des tacts...

Le NPA incite également ses militants étudiants et lycéens à développer ou créer des syndicats de lutte liés par leurs principes et leurs méthodes au syndicalisme salarié. Chez les étudiants, il considère que, à l'heure où l'UNEF, dirigée par le PS, est devenue largement une

coquille vide, c'est une perte de temps d'y rester et de mener le combat contre les jeunes bureaucrates, futurs cadres et dirigeants du PS. Il faut au contraire œuvrer à la reconstruction du syndicalisme étudiant, en participant dans l'immédiat au processus de fusion entre SUD-Étudiant, la FSE et les structures syndicales ou de lutte existant localement. Cette dynamique permettra de rassembler des milliers d'étudiants dans une organisation commune, reconnaissant le droit de tendance, de marginaliser l'UNEF et d'aider à la construction d'un syndicat lycéen analogue et lié au syndicat étudiant.

### **La participation à certaines élections n'est qu'un moyen de faire connaître aux travailleurs le programme et les propositions du NPA**

Le NPA est un parti de lutte de classe dont l'objectif est le renversement du capitalisme et de l'État bourgeois. C'est pourquoi il explique inlassablement aux travailleurs qu'il n'y a aucune solution réelle aux maux qui les accablent dans le cadre du système. En particulier, s'il considère que la république démocratique est la meilleure forme politique pour mener la lutte de classe, il combat les illusions semées par la « démocratie » bourgeoise, selon lesquelles on pourrait changer la vie par les élections. Le NPA oppose à cette idéologie les leçons de l'histoire : seule la lutte de classe la plus déterminée permet d'arracher au gouvernement et au Parlement de la bourgeoisie quelques acquis limitant l'exploitation et l'oppression. S'il est à l'avant-garde du combat contre toutes les régressions démocratiques et dénonce les atteintes les plus criantes à la démocratie (lois liberticides, scrutin uninominal, présidentialisme, Sénat et autres dispositifs institutionnels réactionnaires de la Ve République et de l'Union européenne...), ce n'est pas pour faire croire qu'une véritable démocratie serait possible, avec quelques réformes, dans le cadre du capitalisme ; mais c'est parce que ces mesures anti-démocratiques entravent la lutte de classe et sont de nouvelles preuves qu'une véritable démocratie est impossible dans le cadre de l'État des capitalistes.

Dans ce cadre programmatique, la présentation de candidats NPA aux élections organisées par l'État bourgeois ou dans le cadre de l'Union européenne bourgeoise est une question purement tactique. Dans certains cas, par exemple en cas de grève générale comme en mai-juin 1968, en cas de boycott spontané massif des électeurs ouvriers ou si le parti se trouve avoir des campagnes plus importantes à mener en raison d'une lutte de classe intensifiée, il ne faut pas participer aux élections. Dans d'autres cas, il faut y participer pour faire connaître aux millions d'électeurs de la classe ouvrière et de la jeunesse le programme du parti, pour se servir des élections comme d'une tribune.

De la même façon, les élus du NPA utilisent leur poste uniquement pour mettre en évidence de façon concrète les tares du système, pour dénoncer publiquement la politique du gouvernement et de ses prétendus opposants parlementaires et pour relayer les exigences des travailleurs en lutte quand il s'agit d'obtenir une loi favorable ou d'abroger une loi défavorable à la classe ouvrière. Bien évidemment, le NPA ne saurait envisager une alliance parlementaire avec des forces qui ne seraient pas anticapitalistes — quand bien même elles se réclameraient de l'anti-libéralisme.

Enfin, l'indépendance de classe du NPA est radicalement incompatible avec la participation ou le soutien à un gouvernement bourgeois. Le NPA ne saurait participer qu'à un gouvernement des travailleurs, qui suppose une situation révolutionnaire, ou éventuellement à un gouvernement transitoire d'organisations ouvrières qui s'appuierait sur la mobilisation des travailleurs et mettrait en œuvre immédiatement un programme d'expropriation des grands groupes capitalistes, ouvrant une situation révolutionnaire.

### **Pour l'internationalisme ouvrier et anti-impérialiste**

Le NPA inscrit son activité quotidienne dans une perspective qui, à l'époque du capitalisme impérialiste et plus encore de la phase actuelle de la « mondialisation », ne saurait être que profondément internationaliste. Il s'efforce constamment de proposer une analyse de la situation internationale, sans laquelle il n'est pas possible de comprendre les situations nationales. Il relaie des informations sur les luttes de classe importantes des autres pays, en essayant d'en tirer des

leçons d'expérience. Il combat les illusions suscitées par les idéologies tiers-mondistes et les nationalistes bourgeois faisant croire que d'autres choix que le socialisme seraient possibles, ou que le socialisme serait une étatisation de quelques grands moyens de production sous la coupe d'un quelconque Bonaparte. En particulier, ils combattent la subordination de la classe ouvrière et de ses organisations à des bourgeois nationalistes comme Chavez au Venezuela ou Morales en Bolivie, ils dénoncent leur programme politique, tout en se tenant à l'avant-garde de la défense des nations dominées contre les attaques de l'impérialisme (agressions militaires, embargos, putschs contre des présidents élus...).

Le NPA met au centre de son combat internationaliste la dénonciation des États bourgeois, à commencer par l'État français qui, dirigé par des gouvernements de droite ou de gauche, envoie son armée « maintenir l'ordre » impérialiste et néo-colonial en Afghanistan, au Liban, en Afrique, etc., participe au pillage des pays dominés par le système de la prétendue « dette » et soutient activement les grandes entreprises françaises qui pillent ces pays et surexploitent leurs populations, notamment en Afrique, avec le soutien de « la France » aux pires dictatures. Dans tout conflit entre une puissance impérialiste et un peuple opprimé, le NPA se place du côté de celui-ci et pour la défaite de l'impérialisme, tout en critiquant le cas échéant le programme politique des dirigeants de la résistance anti-impérialiste.